# Des changements sociaux en Espagne

Si les dictateurs, en général, réussissent à fausser l'évolution politique normale des peuples, cela est encore plus vrai pour le franquisme. L'Espagne actuelle est sensiblement différente de celle de 1936. Tout d'abord : une influence communiste, jadis inexistante ; un anarcho-syndicalisme en proie à des problèmes doctrinaires et organiques, qui seront difficiles à résoudre ; un républicanisme historique, dépassé dans le temps et dans l'espace, qui représente le carlisme de la gauche ; un parti socialiste avec des cadres dirigeants très diminués par les morts et les expulsions, étant, en Espagne, aux prises avec un communisme agissant, un nationalisme catalan sans représentation politique valable ; un catholicisme qui essaie de plonger dans la « question sociale » et qui se donne comme dirigeant Monseigneur Herrera, de triste mémoire ; une partie du « syndicat des vainqueurs » qui vient de découvrir que la Phalange a échoué, et que, peut-être, les « rouges » étaient autre chose que des gangs de tueurs à gages.

Mais en plus de ces faits ou, pour mieux dire, de ces manifestations, il y a eu, et il y a des changements profonds qui altèrent même certaines couches de la société espagnole.

Certains de ces faits sont un produit direct du régime ; d'autres ont été encouragés directement ou non ; et, d'autres encore ont surgi à rebours des désirs et des prévisions de Franco et de son entourage. Un des « enfants chéris » de Franco et de son ex-ministre Suances (un des rares Espagnols qui tutoient le dictateur) est l'industrialisation de l'Espagne. En plus des résultats spécifiquement

économiques ou financiers de cette expérience, il faut envisager le passage au prolétariat industriel des masses paysannes. On a pu assister (on assiste encore) à la création de noyaux prolétariens, très puissants quelquefois. Ces nouvelles couches ouvrières, encore sans expérience syndicale, peuvent, là où elles ont été créées, changer le rapport des forces traditionnelles. Vers quoi ces nouveaux ouvriers dirigeront-ils demain leurs espoirs ? Continueront-ils à perpétuer le dualisme syndical UGT-CNT (c'est-à-dire, syndicalisme socialisant et syndicalisme anarcho-révolutionnaire) ? Quelle sera la part des syndicats chrétiens et des communistes ? Ont-ils déjà – dans l'ensemble – pris position ?

On ne doit pas confondre ce problème avec l'augmentation massive (par exemple en Catalogne) de l'immigration des hommes du sud, immigration encouragée à un certain moment par les autorités locales des provinces d'origine (qui accordaient des facilités à ceux qui partaient), essayant ainsi d'enrayer l'épouvantable misère des régions soumises à leur juridiction. En Catalogne, le problème social est assez simple : des vagues d'immigrants sont venues augmenter le nombre d'ouvriers non spécialisés dans une région à forte tradition de lutte ouvrière organisée. (Le prolétariat barcelonais déclencha la grève générale pour protester contre la dissolution de ses organismes de lutte ; 60 000 ouvriers manifestèrent en demandant « Association ou mort ». Ils gagnèrent).

Sur le plan social, le problème est sensiblement le même que celui posé pendant la troisième décennie de ce siècle. Trois grands ouvrages publics étaient mis en chantier : le métropolitain, les égouts et l'Exposition internationale de 1929. La bourgeoisie catalane réussit, par cette importation de main-d'œuvre, à enrayer, au début, les progrès du syndicalisme ouvrier, les nouveaux venus acceptant de travailler dans des conditions au-dessous de celles acquises par le prolétariat

autochtone. Mais la situation changea très vite : les immigrants s'incorporèrent à la lutte syndicale, arrivant bientôt à former l'avant-garde de l'anarcho-syndicalisme, et son quartier général – La Terrasse – devint l'épouvantail des bourgeois barcelonais. On peut s'attendre à une issue pareille, étant donné la similitude des données du problème.

Celui-ci porte plus spécialement sur le nationalisme catalan et aurait un aspect politique plus que social. La Catalogne offre certaines caractéristiques très particulières, qui peuvent être profondément modifiées par une immigration semblable. Parmi ces caractéristiques : La persistance de sa langue, qui a conservé la même frontière linguistique qu'au Moyen âge, malgré les persécutions séculaires ; persistance très liée à l'existence et à la justification du nationalisme politique ; la macrocéphalie du pays, qui fait que la moitié de la population totale (quelque 3 millions) s'entasse dans une ville, Barcelone (plus d'un million et demi d'habitants) ; la très faible natalité des Catalans (plus faible même que celle de la France d'avant guerre). L'on comprend tout de suite que cette masse d'immigrants peut modifier très fortement les couches profondes du pays. On assiste à un renversement de la proportion des habitants de langue catalane et de ceux de langue castillane. Les immigrants ayant une très forte natalité, les statistiques font prévoir que dans dix ans les usagers de la langue castillane seront majoritaires (en Catalogne) ; situation jamais vue.

Les apports massifs (par immigration ou par naissance) accroissent encore l'hypertrophie barcelonaise, rendant encore plus difficile l'équilibre social, économique, politique, entre les villes, et surtout la capitale de la province, et l'arrière-pays.

Il est à prévoir, première conséquence politique de cette situation (favorisée par le franquisme, mais surtout par les monstrueuses conditions de vie qui sévissent toujours en

Andalousie, Estramadure, Murcie et certaines parties de la Castille), une radicalisation du nationalisme catalan, qui glissera sur la pente du racisme (il commence déjà à le faire). D'autant plus qu'il n'aura plus affaire à une minorité non catalane, mais à une majorité installée dans le pays.

Il n'y a qu'un facteur positif dans ce problème, qui peut sinon aider à sa solution du moins le minimiser : le surprenant pouvoir de la Catalogne, qui fait que les immigrants sont vite assimilés (même au point de vue linguistique). Il arrive même que certains de ceux-ci militent dans les groupes catalanistes, voire jusque dans les sections extrémistes.

Je ne connais pas les aspects de la situation en pays basque. Il se peut qu'elle soit encore plus grave, du fait que la langue y est en recul depuis déjà quelques siècles.

Un autre phénomène sociologique lourd de conséquences futures, est, d'une part, la prolétarisation d'une grande partie de la petite bourgeoisie catalane (la seule en Espagne qui eût de l'importance) et, de l'autre, l'ascension d'un petit nombre de petits-bourgeois aux rangs de la grande bourgeoisie.

D'un autre caractère est l'intégration dans l'armée d'une grande quantité de sous-officiers provenant des Milices universitaires, et qui, pour la plupart (au moins en Catalogne), font preuve d'une farouche opposition au régime. Cet élément nouveau n'aurait de conséquences que dans le cas où le régime devrait faire une épreuve de force, et on pourrait s'attendre à une prise de position anti-régime de la part de larges secteurs d'officiers subalternes.

Pour finir, un événement que l'on peut placer sans hésitation parmi ceux que le régime n'a pas désirés. C'est l'abandon du Maroc, et il est trop tôt pour essayer de voir quelles en seront les conséquences et si elles agiront directement sur

l’avenir du régime. En tout cas, ce fait nous a permis de
voir un représentant qualifié du nationalisme catalan
se refuser à prendre publiquement position pour l’indépendance
du Maroc, parce que, selon lui, on ne devait pas, même si
Franco se trouvait au pouvoir, poignarder la patrie dans le dos !

Ramon Porqueras